



franceloire

votre atout cœur dans l'immobilier

Accord-cadre de fournitures courantes et de services

Marché de location longue durée de véhicules avec entretien, maintenance et services

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Sommaire

Article 1 : Parties contractantes	4
Article 2 : Procédure de passation et technique d'achat	4
5.1 : Procédure de passation	4
5.2 : Technique d'achat	4
Article 3 : Objet du marché	4
Article 4 : Durée	5
Article 5 : Pièces du marché	5
Article 6 : Dispositions générales	5
6.1 : forme du prix	5
6.2 : décomposition en lots	6
6.3 : Tranches conditionnelles	6
Article 7 : Description des prestations	6
7.1 : Description	6
7.2 : Délais d'exécution	6
7.3 : Prolongation du délai d'exécution ou sursis de livraison	6
7.4 : Contrôle de la prestation	6
Article 8 : Modification du marché en cours d'exécution	6
8.1 : Limites à la conclusion d'avenant	6
8.2 : Changement de TITULAIRE en cours d'exécution du marché	7
8.2.1 : Cession de l'activité du TITULAIRE	7
8.2.2 : Impossibilité définitive de poursuivre l'exécution du marché	7
8.3 : Adaptation du marché aux évolutions des besoins du POUVOIR ADJUDICATEUR	8
8.4 : Restructuration du POUVOIR ADJUDICATEUR	8
Article 9 : Obligations particulières	8
Article 10 : Livraison des fournitures	8
Article 11 : Sous-traitance	9
11.1 Agrément du sous-traitant	9
11.2 Paiement du sous-traitant	10
Article 12 : Assurances et Responsabilités	10
Article 13 : Réparation des dommages	11
Article 14 : Documents nécessaires à l'attribution et conformité administrative en cours de marché	11

14.1	PLATEFORME E-ATTESTATIONS	11
14.2	DOCUMENTS NECESSAIRES A L'ATTRIBUTION ET CONFORMITE ADMINISTRATIVE EN COURS DE MARCHE	11
Article 15 : Prix – Modalités de règlement		13
15.1	Définition du prix	13
15.1.1	Modalités particulières concernant les prestations à bons de commande	13
15.2	Evolution des prix	13
15.2.1	Actualisation	13
15.2.2	Révision	13
15.3	Délai de paiement	13
15.4	Modalités de facturation	13
Article 16 : Pénalités		14
16.1	Pénalités pour non-fourniture de document	14
16.2	Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles	14
16.3	Autres sanctions en cas d'inexécution du marché	14
16.4	Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	14
Article 17 : Résiliation		14
17.1	Résiliation de plein droit	14
17.2	Résiliation aux torts du Pouvoir adjudicateur	15
17.2	Résiliation aux torts du PRESTATAIRE	15
Article 18 : Marchés de prestations similaires (marchés de services uniquement)		15
Article 19 : Election de domicile		15
Article 20 : Notification		15
Article 21 : Règlement des différends		16
Article 22 : Obligation de confidentialité		16
Article 23 : Protection des données personnelles		16

Article 1 : Parties contractantes

Le présent marché fait l'objet d'un groupement de commande validé par une convention de groupement entre France Loire et La Ruche Habitat.

Le marché est conclu entre :

FRANCE LOIRE (en qualité de mandataire du groupement de commande)

Dont le siège social est situé au 33 Rue du Faubourg de Bourgogne à ORLEANS (45000)
Immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 673 720 744
Représentée par M. Morgan BLIN, en sa qualité de Directeur Général.
Ci-après désigné par les termes « POUVOIR ADJUDICATEUR » ;

La Ruche Habitat

Dont le siège social est situé au 33 Rue du Faubourg de Bourgogne à ORLEANS (45000)
Immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 692 018 658
Représentée par M. Alain MONTAGU, en sa qualité de Directeur Général.
Ci-après désigné par les termes « POUVOIR ADJUDICATEUR ».
D'une part

Le soumissionnaire, dont l'offre aura été acceptée et signée,

Ci-après désigné par les termes « TITULAIRE » ou « PRESTATAIRE »

D'autre part

Article 2 : Procédure de passation et technique d'achat

5.1 : Procédure de passation

La présente consultation est organisée selon une procédure d'appel d'offres ouvert mentionné aux articles L 2124-2 et R 2161-2 et suivants du code de la commande publique.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit, à tout moment jusqu'à la signature du marché, de ne pas donner suite à la présente consultation et de mettre fin, sans indemnité, au processus de contractualisation pour des motifs d'intérêt général.

5.2 : Technique d'achat

Recours à la technique de l'accord cadre				Quantité maximum
A bon(s) de commande(s)	Oui	Totalité du marché	Mono-attributaire	25 unités

Le marché est passé sans minimum et avec un maximum estimé en quantité de **25 unités**.

Article 3 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la location longue durée de véhicules avec entretien, maintenance et services pour les personnels de France Loire et La Ruche Habitat.

Par location longue durée et entretien/maintenance de son parc automobile, le pouvoir adjudicateur, entend la location, la maintenance préventive et corrective, les pneumatiques, et l'immatriculation des véhicules.

La prestation de Location Longue Durée en objet du marché concerne la mise à disposition de véhicules neufs pour France Loire et La Ruche Habitat.

LES TITULAIRES sont réputés connaître la réglementation applicable à leur intervention, tant celle actuellement en vigueur que celle à venir. Il appartient au TITULAIRE de prendre en compte l'évolution de la réglementation et d'adapter en conséquence ses conditions d'exécution de la mission.

Article 4 : Durée

Le présent marché est passé pour une durée de **trois (3) ans fermes**.

La date de démarrage du marché est fixée à la date de notification.

Article 5 : Pièces du marché

LE TITULAIRE déclare avoir une parfaite connaissance des pièces particulières et générales qui constituent le marché. En cas de contradiction éventuelle entre les pièces de marché, elles prévalent dans l'ordre indiqué ci-après.

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- Acte d'engagement et ses éventuelles annexes (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant)
- Le BPU éventuel
- Le cahier des clauses administratives particulières CCAP et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières CCTP et ses éventuelles annexes
- Les documents d'acceptation et agrément de sous-traitants signés des 3 parties (DC4) et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché
- L'offre technique et financière du titulaire (Mémoire technique de l'entreprise, ...)

Article 6 : Dispositions générales

6.1 : forme du prix

Le présent marché est traité :

à prix unitaire selon les stipulations du bordereau des prix unitaires

Les loyers mensuels couvrent l'ensemble des prestations du marché décrites dans le CCTP.

Les prix indiqués sont considérés comprendre :

- Le loyer financier
- L'assistance
- La maintenance
- Les pneumatiques
- Les frais de gestion éventuels

Ainsi que :

- Toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la documentation, au stockage, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ; les frais liés aux formalités administratives (vignettes Crit'Air...)

- Tous les frais d'immatriculation (dont plaques d'immatriculation), de mise en service (carte grise incluse), frais d'envoi et livraison sur les Sites

6.2 : décomposition en lots

Le présent marché n'est pas décomposé en lots, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre notoirement plus difficile l'exécution du contrat et financièrement plus coûteuse.

6.3 : Tranches conditionnelles

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches

Article 7 : Description des prestations

7.1 : Description

Les prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

7.2 : Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux décrits à l'article 3.4 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ainsi que tous les délais prévus par le CCTP.

7.3 : Prolongation du délai d'exécution ou sursis de livraison

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution ou de livraison, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution ou de livraison.

Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ou de livraison ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

7.4 : Contrôle de la prestation

Un état des lieux des véhicules sera fait obligatoirement à la livraison et restitution.

Article 8 : Modification du marché en cours d'exécution

En cours d'exécution du marché, un avenant peut être conclu entre les parties aux présentes, uniquement pour les motifs ci-dessous listés et selon les modalités ci-après indiquées.

8.1 : Limites à la conclusion d'avenant

Aucune modification du présent marché ne peut intervenir sans la conclusion préalable d'un avenant, signé entre les parties.

En toutes hypothèses, les modifications apportées au présent marché ne peuvent avoir, ni pour objet ni pour effet, d'apporter des changements substantiels, susceptibles de remettre en cause les conditions de passation du présent marché.

L'impact financier de l'ensemble des avenants susceptibles d'être conclus, pendant toute la durée du marché, ne saurait entraîner une modification du prix initial qui serait supérieur à 10%, étant inclus dans ce calcul le montant des variations éventuelles du prix du marché.

8.2 : Changement de TITULAIRE en cours d'exécution du marché

Le TITULAIRE du présent marché, soumissionnaire unique ou membre d'un groupement d'entreprises, tel qu'il a été désigné aux termes de la consultation relative à la passation du présent marché, est tenu d'exécuter ses obligations contractuelles jusqu'au terme du contrat ou jusqu'à ce que ce dernier soit résilié.

A ce titre, aucune substitution du TITULAIRE, ou d'un membre du groupement dont le TITULAIRE est mandataire, ne peut intervenir pendant toute la durée d'exécution du marché.

A titre exceptionnel, le POUVOIR ADJUDICATEUR est susceptible d'accepter un changement de TITULAIRE, notamment pour les deux hypothèses ci-dessous décrites.

8.2.1 : Cession de l'activité du TITULAIRE

Dans l'hypothèse où le TITULAIRE entend céder totalement ou partiellement les droits et obligations qui résultent du présent marché, suite à une transmission partielle ou totale de son activité, un avenant peut être envisagé avec le POUVOIR ADJUDICATEUR.

En ce cas, et préalablement à toute cession des droits et obligations issus du présent marché, le TITULAIRE sollicite l'avis du POUVOIR ADJUDICATEUR par un courrier écrit envoyé avec accusé de réception au moins 15 jours calendaires avant la cession d'activité envisagée.

Ce courrier indique l'identité du cessionnaire accompagné d'un extrait Kbis, la date envisagée pour la cession d'activité, comporte un décompte financier des prestations ayant été exécutées au titre du marché, et est accompagné des pièces permettant d'apprécier les capacités techniques, professionnelles et financières du cessionnaire, telles qu'elles ont été exigées du TITULAIRE lors de la consultation afférente au présent marché.

En cas d'acceptation de la cession par le POUVOIR ADJUDICATEUR, un avenant au marché est passé avec le cessionnaire. Le TITULAIRE initial est libéré de ses engagements contractuels.

En cas de refus du POUVOIR ADJUDICATEUR, le marché peut être résilié, sans que le TITULAIRE ne puisse élever une quelconque réclamation.

8.2.2 : Impossibilité définitive de poursuivre l'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le TITULAIRE du marché, ou l'un des membres du groupement d'entreprises dont il est le mandataire, se retrouve dans l'impossibilité objective de poursuivre l'exécution du marché, un avenant est susceptible d'être conclu avec le POUVOIR ADJUDICATEUR soit pour remplacer le TITULAIRE, soit, dans l'hypothèse d'un groupement d'entreprises, pour transférer les obligations du membre défaillant à un autre membre du groupement, pour lui substituer une autre société, ou encore pour substituer au membre défaillant une société tierce en tant que sous-traitant d'un des membres du groupement.

Il est à noter que l'impossibilité de poursuivre l'exécution du marché s'entend ici d'une circonstance indépendante de la volonté de l'ensemble des parties, telle que la liquidation judiciaire par exemple.

Un avenant de transfert partiel ou total du marché peut alors être conclu selon les modalités indiquées à l'article 8.2.1 du présent CCAP.

8.3 : Adaptation du marché aux évolutions des besoins du POUVOIR ADJUDICATEUR

Lorsque des adaptations au présent marché sont rendues strictement nécessaires pour son exécution, un avenant est susceptible d'être conclu entre les parties.

Ces adaptations peuvent notamment porter sur les points suivants :

- Retrait de prestations initialement prévues au marché et devenues sans objet
 - Ajout de quantités supplémentaires de prestations ou de fournitures initialement prévues au marché
 - Modifications d'éléments de patrimoine relevant du marché
 - Adaptation à la marge des modalités d'intervention contractuelles du TITULAIRE (horaires, délais d'exécution, intervention des équipes dédiées etc.)
 - Ajout de prestations non prévue au présent marché
- Les modifications ci-dessus listées restent limitées dans les conditions prévues à l'article 8.1 du présent CCAP.

8.4 : Restructuration du POUVOIR ADJUDICATEUR

En cas de restructuration du POUVOIR ADJUDICATEUR ou de cession de son patrimoine entraînant un changement de POUVOIR ADJUDICATEUR, le marché pourra être résilié ou modifié par avenant.

Si cela entraîne une modification des prestations objet du marché, un avenant pourra être conclu d'un commun accord entre les parties.

Article 9 : Obligations particulières

En sa qualité de professionnel, le PRESTATAIRE est tenu à une obligation d'information et de conseil tant précontractuelle que contractuelle.

Il appartient au PRESTATAIRE de relever toute erreur, omission, imprécision ou contradiction qu'il décèle dans l'ensemble des documents de la consultation avant de remettre son offre. A défaut, il ne peut s'en prévaloir en cours d'exécution de son contrat pour réclamer un supplément de prix ni une quelconque indemnité.

Article 10 : Livraison des fournitures

Les livraisons des véhicules seront faites conformément à l'article 4.2 du CCTP.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un procès-verbal de livraison comportant notamment :

- la date de livraison ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- les informations concernant le véhicule

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un procès-verbal de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire.

La restitution du véhicule doit faire l'objet d'un procès-verbal de restitution et respecter les stipulations de l'article 6 du CCTP.

Article 11 : Sous-traitance

LE TITULAIRE peut recourir à la sous-traitance pour l'exécution du présent marché. Il s'interdit de sous-traiter la totalité des prestations qui lui sont confiées.

Le TITULAIRE peut demander au POUVOIR ADJUDICATEUR l'autorisation de sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché en phase de remise des offres ou en cours d'exécution du contrat.

LE TITULAIRE ayant recours à la sous-traitance est réputé responsable de ses sous-traitants directs.

LE TITULAIRE qui entend sous-traiter une part de son marché s'engage à faire agréer son sous-traitant ainsi que ses conditions de paiement par le POUVOIR ADJUDICATEUR avant toute intervention de celui-ci.

11.1 Agrément du sous-traitant

La présentation de tout sous-traitant se fera au minimum 15 jours avant le début de l'intervention programmée du sous-traitant.

Elle se fera via le formulaire DC4 relatif à la sous-traitance (téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr) comprenant les informations et les documents suivants :

- la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- une description précise des prestations du marché qui sont sous-traitées
- le chiffre d'affaire des trois dernières années pour des prestations similaires à l'objet du marché
- une liste des références professionnelles pour des prestations similaires à l'objet du marché
- une liste des moyens humains dédiés aux prestations sous-traitées
- une description du matériel dédié à l'exécution du marché
- les modalités de paiement du sous-traitant et les conditions de variation du prix du contrat de sous-traitance
- le montant maximum à verser au sous-traitant bénéficiant d'un paiement direct (sous-traitance au moins égale à 600 euros)

Pour être agréé, le sous-traitant devra être inscrit et à jour sur la plateforme e-attestations mentionnée à l'article 14.

Dans l'hypothèse où la sous-traitance intervient en cours de marché, il convient de présenter en supplément des documents ci-dessus listés, le document suivant :

- Certificat de cessibilité de créance dont il aurait éventuellement bénéficié de la part du POUVOIR ADJUDICATEUR, afin d'attester qu'aucune cession de créance ne s'oppose au paiement direct du sous-traitant.

L'autorisation écrite du POUVOIR ADJUDICATEUR constitue, si elle est accordée, l'agrément du sous-traitant.

Les clauses du présent marché deviennent alors intégralement applicables au sous-traitant dans des conditions strictement identiques.

LE TITULAIRE établit une attestation écrite de la régularité de la situation de son sous-traitant au regard des obligations relatives au travail dissimulé.

Tout manquement à l'une quelconque de ces obligations est susceptible d'entraîner au choix du POUVOIR ADJUDICATEUR, et cumulativement, l'application des pénalités prévues au présent CCAP ou la résiliation de son marché.

11.2 Paiement du sous-traitant

- Sous-traitance de montant inférieur à 600 euros TTC ou sous-traitance indirecte

LE TITULAIRE assure le paiement de son sous-traitant, lorsque le montant des prestations sous-traitées est inférieur à 600 euros TTC. Le sous-traitant direct assure le paiement des prestations réalisées par ses sous-traitants.

En application de l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, LE TITULAIRE ou le sous-traitant direct délivre une caution personnelle et solidaire à son sous-traitant, obtenue auprès d'un établissement certifié et agréé, sous peine de nullité du sous-traité.

LE TITULAIRE ou le sous-traitant direct qui ne souhaite pas garantir personnellement les prestations sous-traitées par une caution personnelle et solidaire doit demander, conformément à l'article 14 de la loi précitée, à ce que soit établit une convention de délégation de paiement dans les formes prescrites par l'article 1338 du code civil.

Une convention tripartite de délégation de paiement est alors passée entre le sous-traitant, LE TITULAIRE (ou le sous-traitant direct en cas de sous-traitance en chaîne) et le POUVOIR ADJUDICATEUR. La demande est alors à remettre en 3 exemplaires dûment signés et datés des Parties.

- Sous-traitance directe de montant égal ou supérieur à 600 euros TTC

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant a droit au paiement direct par le POUVOIR ADJUDICATEUR dans les conditions prévues au titre I de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Le détail de la partie à payer au sous-traitant doit être spécifiquement mentionné sur la facture.

Article 12 : Assurances et Responsabilités

LE PRESTATAIRE atteste avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle qu'il pourrait encourir en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés au POUVOIR ADJUDICATEUR ou à des tiers par l'exécution de ses prestations.

A ce titre, LE PRESTATAIRE s'engage à acquitter les primes et cotisations afférentes à ladite police d'assurance et, de manière générale, à respecter l'ensemble des obligations afin de couvrir l'ensemble des activités relatives au présent marché.

LE PRESTATAIRE s'engage à informer LE POUVOIR ADJUDICATEUR de toute modification de leur couverture. En cas de garantie notoirement insuffisante, LE PRESTATAIRE s'engage à modifier leur contrat d'assurance ou à souscrire une nouvelle police d'assurance dans les plus brefs délais.

Le TITULAIRE devra fournir une attestation d'assurance au plus tard au moment de la signature du Marché et en tout état de cause avant tout début d'intervention. Le TITULAIRE devra ensuite communiquer l'attestation renouvelée par année calendaire et ce jusqu'à l'expiration du contrat.

Article 13 : Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du POUVOIR ADJUDICATEUR par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du TITULAIRE, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures.

Le TITULAIRE garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 14 : Documents nécessaires à l'attribution et conformité administrative en cours de marché

14.1 PLATEFORME E-ATTESTATIONS

Pour le recueil et la vérification des pièces réglementaires lors de l'attribution ainsi que pour le contrôle de la conformité administrative pendant la vie du marché (actualisation tous les 6 mois), France Loire utilise la plateforme en ligne **e-Attestations**.

Cette dernière permet au Titulaire de répondre simplement et gratuitement à ses obligations en tenant à jour son dossier administratif qui est mutualisé pour tous les donneurs d'ordres qui utilisent cette solution (démarches à effectuer une seule fois). Elle présente aussi l'avantage d'être directement connectée aux bases de certains organismes (URSSAF, Impôts ...) ce qui évite de déposer les documents associés (ou uniquement en cas de régularisation de votre situation).

Si le Titulaire n'est pas encore inscrit sur la plateforme, il communiquera le nom d'une personne de contact ainsi qu'une adresse mail à l'adresse indiquée par le Pouvoir Adjudicateur dans le courrier d'attribution provisoire. Le Pouvoir Adjudicateur effectuera alors l'inscription du Titulaire. Ce dernier recevra ensuite un mail avec ses identifiants et les instructions pour compléter son dossier avec les documents nécessaires.

14.2 DOCUMENTS NECESSAIRES A L'ATTRIBUTION ET CONFORMITE ADMINISTRATIVE EN COURS DE MARCHE

Les articles R2143-6 et suivants du code de la commande publique imposent au Pouvoir Adjudicateur de vérifier que le candidat auquel il envisage d'attribuer le marché n'entre pas dans un des cas d'exclusion qu'il cite. Le code du travail impose également certaines vérifications. Par conséquent, le compte e-attestations de l'attributaire du marché devra, **préalablement à la signature** du marché, et pour certains documents pendant la vie du marché, être à jour des documents suivants :

- **Attestation de vigilance** datant de moins de 6 mois (cotisations sociales URSSAF, MSA...) : document généré automatiquement si le candidat à jour de vos cotisations, à récupérer auprès de votre organisme et déposer uniquement en cas de régularisation ou si la solution n'est pas encore connectée à votre organisme

En cas d'obtention d'un accord de délai de paiement-échancier, le Titulaire contactera directement le Pouvoir Adjudicateur pour traiter cette situation particulière

- **Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail :** attestation automatique selon la situation (emploi ou non emploi) avec une déclaration en ligne sécurisée faisant foi en cas de contrôle
- **Attestation de régularité fiscale :** document généré automatiquement si le Titulaire est à jour de ses cotisations, à récupérer auprès du centre des impôts et déposer uniquement en cas de régularisation
- **Attestation d'assurance RC PRO** en cours de validité

Selon la situation du TITULAIRE (documents demandés ou pas dans e-Attestations pour compléter le dossier)

- Attestation PROBTP
- Certificat Congés Payés Chômage intempérie
- Attestation d'assurance décennale en cours de validité

Si le Titulaire est établi à l'étranger, il devra fournir tout document équivalent à ceux listés ci-dessus.

Par ailleurs, certains documents ne peuvent pas être gérés via e-attestations, le Titulaire devra donc transmettre au Pouvoir Adjudicateur (via marchés sécurisés) :

- Un Relevé identité bancaire (RIB)
- Une copie du/des éventuel(s) jugement(s) prononcé(s) (redressement judiciaire ...)

Dans l'hypothèse où le Titulaire souhaiterait détacher des salariés étrangers pour l'exécution du présent marché, il transmettra également les documents ci-dessous :

- Une copie de la déclaration préalable de détachement auprès de l'inspection du travail
- Une copie du document désignant le représentant national de l'entreprise établie à l'étranger

A défaut de mise à disposition de l'un des documents mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits par le Pouvoir adjudicateur, l'attributaire provisoire pourra être éliminé de la procédure et le marché pourra être attribué au candidat classé immédiatement après lui. A défaut de mise à jour de ces documents sur la plateforme susmentionnée, le marché pourra être résilié pour défaut de production des pièces réglementaires après mise en demeure restée infructueuse. A défaut d'indication du délai, le TITULAIRE dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 15 : Prix – Modalités de règlement

15.1 Définition du prix

Les prix sont réputés tenir compte de l'ensemble des charges fiscales, parafiscales et autres, frappant obligatoirement les prestations.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du présent marché, y compris ceux qui n'ont pas été explicitement décrits, mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

15.1.1 Modalités particulières concernant les prestations à bons de commande

Aucune prestation à bons de commande ne peut être exécutée en l'absence d'un bon de commande dûment signé par le POUVOIR ADJUDICATEUR.

Les prestations commandées par le POUVOIR ADJUDICATEUR seront rémunérées par application des prix indiqués dans les bordereaux de prix unitaires (BPU) aux prestations réellement exécutées.

Le montant définitif du marché dépendra donc du nombre de prestations réellement exécutées, appliqué aux prix figurant dans le bordereau.

Les bons de commande seront notifiés au PRESTATAIRE par mail, télécopie ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il appartient au PRESTATAIRE d'accuser réception de chaque bon de commande sans délai. L'absence d'accusé réception de la part du prestataire ne reporte pas le délai d'intervention qui lui a été fixé.

Le délai d'exécution des bons de commande part de la date de leur notification.

15.2 Evolution des prix

Les prix du marché sont fermes, non actualisables.

15.2.1 Actualisation

Sans objet.

15.2.2 Révision

Sans objet.

15.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

15.4 Modalités de facturation

Les factures établies en 1 exemplaire seront adressées au pouvoir adjudicateur par courriel à l'adresse infofacture@franceloire.fr

Le candidat devra adresser une facture à France Loire pour les véhicules loués par France Loire ou à La Ruche Habitat pour les véhicules loués par La Ruche Habitat.

Article 16 : Pénalités

16.1 Pénalités pour non-fourniture de document

En cas de non-respect des délais de fourniture des documents mentionnés dans les pièces du marché et après mise en demeure préalable du TITULAIRE de fournir les documents restée infructueuse pendant 15 jours, le POUVOIR ADJUDICATEUR a la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire de 50€ par jour de retard.

16.2 Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles

En cas de non-respect des obligations contractuelles ou de refus répétés de réaliser une prestation, mentionnées dans les pièces du marché et après mise en demeure préalable du TITULAIRE de respecter ses obligations contractuelles restée infructueuse pendant 15 jours, le POUVOIR ADJUDICATEUR a la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire de 100€ par jour de retard.

16.3 Autres sanctions en cas d'inexécution du marché

Chacune des parties peut suspendre l'exécution de l'une de ses obligations si l'autre partie n'exécute pas le contrat et que cette inexécution est susceptible d'avoir des conséquences particulièrement dommageables, et ce après une mise en demeure préalable de 15 jours calendaires par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans l'hypothèse où une prestation prévue au contrat n'a pas été exécutée correctement, le POUVOIR ADJUDICATEUR pourra valablement accepter ladite prestation et en demander une réduction proportionnelle du prix. Un accord entre les parties est consigné par écrit. La réduction est directement déduite de la prochaine facture.

16.4 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

En cas d'indisponibilité pour les prestations de maintenance, le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'appliquer une pénalité de 50€ par jour d'indisponibilité.

Article 17 : Résiliation

17.1 Résiliation de plein droit

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du POUVOIR ADJUDICATEUR, pour la partie afférente à l'un quelconque des prestataires et sans que celui-ci ou ses ayant droit ne puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- en cas de décès du prestataire, sauf droit pour le POUVOIR ADJUDICATEUR d'accepter les offres des héritiers ou des successeurs du prestataire.
- en cas de dissolution de l'entreprise si celle-ci est constituée en société.
- en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire : le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.
En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du TITULAIRE.
La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement.
- En cas d'incapacité physique manifeste et durable du TITULAIRE compromettant la bonne exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.

17.2 Résiliation aux torts du Pouvoir adjudicateur

Le titulaire du présent accord-cadre pourra, et après mise en demeure restée sans effet durant 2 mois, résilier celui-ci aux torts du maître d'ouvrage si celui-ci méconnaît gravement ses obligations.

17.2 Résiliation aux torts du PRESTATAIRE

LE POUVOIR ADJUDICATEUR peut résilier le présent marché aux torts du PRESTATAIRE :

- En cas d'inexactitude des renseignements fournis par un PRESTATAIRE tant au stade de sa candidature, qu'à celui de l'attribution du présent marché.
- En cas de non-transmission, dans les délais impartis, et après mise en demeure restée infructueuse, des pièces et documents exigés semestriellement au titre de la réglementation sur le travail dissimulé et conformément à l'article 13 du présent CCAP.
- En cas de non-respect des délais mentionnés à l'article 7.2
- Si le PRESTATAIRE a fait obstacle à l'exercice du contrôle des prestations, fournitures par le POUVOIR ADJUDICATEUR mentionné à l'article 7.4
- Si le PRESTATAIRE s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux.
- Lorsque le TITULAIRE a contrevenu aux obligations de discrétion et n'a pas pris les mesures de sécurité sur toute communication, de la part de l'organisme, de renseignements ou documents confidentiels mentionnées dans l'article « protection des données personnelles » de l'article 21
- En cas de défaillance répétée du TITULAIRE
- Plus généralement, en cas de méconnaissance de ses obligations contractuelles, ses obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le PRESTATAIRE dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 18 : Marchés de prestations similaires (marchés de services uniquement)

Le POUVOIR ADJUDICATEUR se réserve la possibilité de conclure de nouveaux marchés portant sur des prestations de services similaires à l'objet du marché principal. Ces marchés devront être passés avec le titulaire du marché initial. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 19 : Election de domicile

Les Parties conviennent d'élire domicile en leur Siège respectif pour les besoins de l'exécution du présent marché

Article 20 : Notification

Toute notification relative à l'exécution du présent marché sera valablement faite au domicile élu par les Parties.

Article 21 : Règlement des différends

Pour tous différends ou divergences d'interprétations relatifs à l'exécution ou à la cessation de la présente convention, les parties conviennent, préalablement à la saisine de toute instance judiciaire, de désigner des conciliateurs, chacune en désignant un, sauf à s'accorder sur le choix d'un seul dans le délai de 30 jours suivant la survenance du litige.

A défaut de solution amiable dans un délai de 2 mois suivant la désignation du ou des conciliateurs(s), le litige sera porté devant le **Tribunal Judiciaire du Siège** du POUVOIR ADJUDICATEUR.

Article 22 : Obligation de confidentialité

Les parties s'engagent à conserver confidentielle, en toutes circonstances et qu'elle qu'en soit la cause, l'ensemble des informations transmises entre elles.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers, notamment à des cabinets d'étude de marché et instituts de sondage.

Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Le titulaire n'est en aucun cas autorisé à les reproduire ou les diffuser en dehors du cadre de la prestation. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de France Loire.

Cette clause s'applique également à l'ensemble du personnel du titulaire. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1242 du Code civil.

Article 23 : Protection des données personnelles

Il n'est pas déclaré de traitement de données personnelles dans le cadre présent marché.

Les parties conviennent, en cas d'évolution impliquant la mise en place de traitement de données personnelles, de formaliser les exigences du cadre RGPD dans un nouvel avenant, et chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle s'y conformera strictement.

Hormis dans le cadre des actions de communication liées au Projet, les Parties s'engagent, tant pendant l'exécution du marché qu'après la fin de celui-ci, à conserver confidentielles les informations auxquelles elles auraient pu avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes et s'engagent à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels.

<p>A _____, le _____</p> <p>Signature et cachet du prestataire</p>	<p>A _____, le _____</p> <p>Signature et cachet France Loire</p>
--	--